

Table des Matières

PREMIERE PARTIE : CADRE DE REFERENCE

1.1 Le cadre opératoire

1.2 Contexte

1.3 Cadre de l'étude

 1.3.1 Présentation enda tiers monde

 1.3.2 Présentation enda écopole

1.4 Cadre conceptuel

DEUXIEME PARTIE : APPROCHE METHODOLOGIQUE

2.1 Démarche de l'étude

2.2 Recherche documentaire et prospection

2.3 Choix des instruments de collecte

TROISIEME PARTIE : PRESENTATION ET ANALYSE DES RESULTATS

3.1. Activités d'Ecopole et Zones d'intervention

3.2 Lignes de force de l'équipe écopole et choix des axes stratégiques

 3.2.1 Contrer la vulnérabilité sociale et renforcer la participation citoyenne

 3.2.2 Appui à la gouvernance locale, au développement durable et à l'articulation urbain rural

 3.2.3 Appui à l'éducation, à la scolarisation et à la formation pour l'équité et un meilleur accès du plus grand nombre.

 3.2.4 Santé communautaire, facteur déterminant pour un développement durable

3.3 Les projets et programmes mis en œuvre par Enda Ecopole

3.4. Analyse des effets des programmes/projets de Enda Ecopole sur le terrain

3.4.1 Cas du bidonville Wakhinane Colobane

3.4.1.1 Présentation du cadre de vie et habitat

3.4.1.2 Analyse du niveau de scolarisation

3.4.1.3 Analyse du niveau de revenu

3.4.1.4 Analyse de la situation sanitaire

3.4.2 Cas du projet socio-économique des femmes de Rufisque Est

3.4.2.1 L'analyse de l'environnement local des AGR avant le projet

3.4.2.2 Rentabilité des activités mises en œuvre par les OCB

3.4.3. Contraintes

CONCLUSION

SUGGESTION ET PERSPECTIVES

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES/WEBOGRAPHIQUES

ANNEXES

LISTE DES ABREVIATIONS

FCR Formations Coins de Rue

AGR Activité Génératrice de revenus

DRSP Document De Stratégie de Réduction de la pauvreté

ENTSS Ecole Nationale des Travailleurs Sociaux Spécialisés

EPT Education Pour Tous

OMD Objectif Du Millénaire pour le Développement

ONG Organisation Non Gouvernemental

PAS Programme d'Ajustement Structurel

PDEF Plan Décennal de l'Education et de la Formation

SMIG Salaire Moyen Interprofessionnel Garantie

TBS Taux Brut de Scolarisation

UNESCO Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture

OCB : Organisation communautaire de base

Introduction

Au début des années quatre-vingt-dix, l'attention accordée à la lutte contre la pauvreté par les Organisations Non Gouvernementales (ONG) s'est intensifiée. Cette attention se porte à plusieurs niveaux tant au niveau de l'appréhension et surtout des stratégies à mettre en place en tenant compte de la spécificité de chaque zone d'intervention.

Ce phénomène n'épargne pas la campagne ni même les villes où on assiste à un exode rural massif, qui se manifeste par l'abandon des campagnes, des villages, des hameaux et par la création d'agglomérations importantes, de banlieues et de bidonvilles comme le cas du quartier Colobane wakhinane.

Cependant, on peut considérer qu'être dans la pauvreté signifie avoir besoin des éléments indispensables pour rester en vie et en bonne santé, c'est le cas de ces habitants.

Tout compte fait, la pauvreté pourrait avoir des définitions et des approches différentes selon qu'on se place sur un niveau historique, géographique, politique, économique, sociologique, culturel ou même psychologique.

Lutter contre la pauvreté dans ces quartiers c'est avant tout circonscrire le concept de pauvreté, de décrire les manifestations, et de formuler une stratégie opérationnelle de lutte contre ce fléau en favorisant l'adhésion et la participation des groupes cibles.

La création de Enda Ecopole est un des projets politiques ouest africain de l'ONG enda tiers monde. Depuis son avènement en 1996, Ecopole constitue « l'aboutissement de décennies de luttes menées par Enda TM à côté des acteurs populaires pour la reconnaissance et la valorisation de leur statut.

En tant que projet politique sous régional, Ecopole sert d'instrument à Enda TM pour intervenir dans des pays pauvres d'Afrique de l'Ouest en vue de promouvoir le développement durable via l'économie populaire urbaine. et surtout de contribuer à la réduction de la pauvreté dans la sous-région ouest africaine.

Ce présent document s'articule essentiellement autour de trois parties ; chacune de ces parties est subdivisée en plusieurs sous parties.

La première partie présente le cadre de référence du mémoire; elle est constituée d'abord du cadre opératoire, du contexte ensuite du cadre de l'étude et le cadre conceptuel.

La seconde partie présente l'approche méthodologique; elle est constituée par la démarche de l'étude, recherche documentaire et prospection, choix des instruments de collecte.

La troisième partie présente l'analyse des résultats et les recommandations formulées pour la promotion du développement durable.

1.1 LE CADRE OPERATOIRE

Objectifs de l'étude

Objectif Général : Analyser les effets des activités de développement durable d'enda écopole sur les conditions de vie socio-économique des populations de Colobane et Rufisque

Objectif Spécifique 1 : Présenter les différentes zones d'interventions

Objectif Spécifique 2 : Identifier les activités de développement proposées par enda écopole

Objectif Spécifique 3 : Evaluer les effets de ces activités sur les conditions de vie socio économique des populations

Hypothèses de recherche

Hypothèse 1 : Les activités de développement proposées au niveau de ces zones favorisent l'autopromotion et l'épanouissement des populations

Hypothèse 2 : Les activités développées contribuent au développement de l'opportunité d'emploi

Hypothèse 3 : Les activités proposées favorisent l'amélioration du cadre de vie des populations

1.2 CONTEXTE ET CADRE DE L'ETUDE

Contexte

Il y a quelques décennies des hommes soucieux de l'intérêt général, ont proposé un nouveau concept visant l'amélioration voire le changement des modes de gestion en alliant le développement des sociétés et la protection de l'environnement. Ce concept est une réponse pour faire face à la crise écologique. Elle permet de repenser la croissance économique à l'échelle mondiale, de prendre en compte les aspects environnementaux et sociaux du développement qui aideront à réduire de façon considérable les nuisances que l'homme cause à la nature mais aussi à l'homme.

L'acteur économique qu'est l'entreprise est une pièce essentielle dans l'élaboration et l'application de cette idée de « *Sustainable development* ».

Les ONG sont entrées dans le champ de la RSE par des actions d'interpellation, de dénonciation voire de boycott. Ces cinq dernières années, leur montée en puissance s'est traduite par différents moyens d'action. De nombreuses campagnes visant des marques, des secteurs économiques ou des institutions internationales ont été lancées mais d'autres actions se sont également développées : campagnes de lobbying auprès des pouvoirs publics (Gouvernements nationaux, Commission européenne, BEI, OCDE, etc), partenariats stratégiques avec les entreprises, participation à des groupes de travail institutionnels (Forum multipartite sur la RSE avec la Commission européenne par exemple)...L'évolution des ONG se caractérise par le développement de l'expertise, la professionnalisation des équipes et la participation à des réseaux internationaux, à l'image de Bank Trak ou du réseau européen Heath & Environnement Alliance. Elle se traduit également par un rôle de conseil auprès des entreprises sur des programmes qui ne relèvent pas de son cœur de métier et par des missions sur le terrain, notamment dans la relation avec les communautés locales.-

L'Afrique du sud Sahara compte environ 250 millions d'êtres humains qui survivent avec approximativement un dollar américain par jour. (PNUD, 1997)

Avec l'Asie du sud, la région Afrique est l'une des plus pauvres du monde (PNUD, 1997). Par son ampleur et sa progression relative d'une part, et par la menace sérieuse qu'elle fait peser sur la stabilité socio politique et économique d'autre part, la pauvreté constitue pour le Sénégal l'un des tout premiers défis de ce 21iéme siècle.

Plus alarmant encore, sa progression et sa dégradation s'applique aussi bien à la pauvreté humaine, qu'à la pauvreté économique. La faible progression sur une longue période des revenus des pays au sud du Sahara est une raison principale de cet état de fait.

En revanche, sous l'angle de la production, c'est-à-dire des conditions dans lesquelles les populations pauvres doivent œuvrer pour obtenir leurs revenus, les situations se caractérisent par une extraordinaire diversité. «Les instruments conventionnels de mesure du progrès économique, par exemple le PIB par habitat, ne nous apprennent que peu de choses sur la véritable nature de la pauvreté (PNUD, 1997) ».

Au Sénégal, la politique d'ajustement structurel a connu un échec et a contribué à aggraver la pauvreté.

Un programme d'ajustement structurel qui avait pour seul objectif de réduire les déficits publics et extérieurs et de rétablir la solvabilité du pays en comprimant la demande se heurterait aux effets négatifs de la baisse des recettes fiscales, baisse dramatique des revenus pour certaines couches de la population.

Au Sénégal le poids de la dette est tel que « rétablir la solvabilité du pays par simple compression de la demande entraînerait un niveau de déflation insoutenable.

Aujourd'hui encore, alors que les dépenses militaires mondiales, en 2009 ont totalisé un montant estimé à **1 531 milliards de dollars (soit 1 244 milliards d'euros)**, chiffre astronomique avancé par Le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), Think-tank de référence mondiale.

Et, pendant qu'on préfère jeter dans la mer des millions de tonnes de lait et de denrées de première nécessité pour maintenir les intérêts personnels des puissances économiques. **Près d'un Milliard (925 millions)** de personnes dans le monde ont faim... (Source Peace Research Institute)

Ils ont très faim...et souffrent en silence. Ils représentent à eux seuls, plus de monde que les populations des Etats Unis, du Japon et de l'Union Européenne réunies.

Aujourd'hui, une personne sur sept n'a pas accès à une nourriture suffisante pour être en bonne santé et mener une vie active. De fait, la faim et la malnutrition constituent le risque sanitaire mondial le plus important : plus que le SIDA, le paludisme et la tuberculose réunis.

Le drame est que l'année 2011 pourrait voir le nombre d'affamés dans le monde augmenter davantage.

Les ressources halieutiques se raréfient de plus en plus et la mer est en voie d'épuisement. En 2010, on compte environ 860 millions d'adultes qui ne savent ni lire ni écrire, soit un adulte sur sept. Parmi ce quota, 500 millions sont des femmes. En Afrique, elles représentent près des deux tiers des analphabètes. (Source, Peace Research Institute) Au moment où l'on parle, 75 millions d'enfants ne sont toujours pas scolarisées dans le monde.

Le réchauffement climatique continue de faire des ravages, en entraînant des millions de gens vers la mort ou l'exode.

Une Crise financière Européenne sans précédent qui a affecté la Grèce, l'Irlande, l'Italie et pourrait contaminer bien d'autres pays Européens. Pire, les économistes et les analystes parlent d'une nouvelle crise économique encore plus ravageuse qui pourrait frapper au début de l'année 2013.

D'après le recoupement des informations dont nous disposons et l'analyse que nous sommes en train de mener, la souffrance humaine a encore devant elle bien de l'avenir...

Par ailleurs, et dans le même temps, nous croyons en l'homme et en ses capacités intellectuelles et physiques quand il décide de renverser la tendance pour se libérer de

l'emprise des phénomènes qui pourraient hypothéquer son avenir, voire son devenir ! Mais, tout seul, le Génie de l'homme ne suffit pas.

D'un côté, Il faudrait lui associer d'autres éléments déterminants :

1. La conviction de devoir et de pouvoir apporter un changement ;

2 La solidarité humaine sans aucun préjugé ni distinction ;

3 La pérennité de l'action,

4 Le partage du savoir acquis,

5 L'autocritique.

De l'autre, bousculer les idées reçues, avec tous les risques de controverse que cela peut comporter.

Aujourd'hui, le concept de développement durable orne tous les discours...sans qu'il soit réellement adopté par ses griots.

Le constat est qu'après environ trois décennies d'expérimentation, les projets de développement durables se heurtent à une multitude d'obstacles, liés le plus souvent aux facteurs suivants:

- Lourdeur administrative au sein des organismes de développement;
- Rigidité du système financier ;
- Méthodes figés et obsolètes ;
- Manque de transparence ;
- Insuffisance de réflexion et de recherche;
- Non vulgarisation de l'information spécialisées et scientifique,
- Non emploi des méthodes modernes de communication;
- Mauvaise utilisations et gestion des ressources financières et humaines ;
- Concurrence ;
- Etc.

1.3 Cadre de l'étude

1.3.1 Présentation de Enda tiers monde

Enda est une Organisation Non Gouvernemental(O.N.G) internationale à caractère associatif et à but non lucratif fondée en 1972 à Dakar où se trouve son siège avec comme principal objectif la lutte contre la pauvreté dans les pays du Sud.

Elle est composée d'entités autonomes coordonnées par un Secrétaire exécutif agissant au Sénégal (13) et dans d'autres pays du Sud, Afrique, Amérique du Sud, Asie avec 11 antennes décentralisées : Ethiopie, Inter-arabe, Mali, Océan indien, Colombie, Bolivie, Brésil, Dominicana, Bombay, Vietnam, Maghreb et une délégation en Europe.

Enda agit avec les groupes de base à partir de leurs besoins et de leur objectif ; elle appuie la recherche d'un développement alternatif à tous les niveaux et des types de formation qui les rendent possible ainsi que la contribution à l'engagement des intellectuels et des cadres dans la définition et la mise en œuvre d'un développement au service du plus grand nombre et des plus démunis.

Cet engagement de Enda auprès des plus pauvres se traduit par :

- action, réflexion et formation menées indissociablement,
- interdisciplinarité et référence constante à l'environnement, compris comme l' ensemble des élément physiques, chimiques, biologiques et des facteurs économiques, sociaux, culturels relatifs à un organisme vivant qui agissent plus ou moins sur lui et qu'il peut plus ou moins transformer, selon Bugnicourt.
- recours prioritaire aux ressources locales, humaines, naturelles et techniques,
- participation maximale de la population à la conception, à la mise en œuvre et au contrôle des actions de développement.
- Echanges intensifs d'expérience et des techniques entre différentes régions du tiers monde.

Les axes de travail prioritaire de la structure s'articulent ainsi autour de la lutte contre la pauvreté et les disparités sociales à travers :

Les droits de l'homme et des peuples, le renforcement de l'organisation et du pouvoir de décision à la base, l'appui aux peuples culturellement menacés ;

- ✓ l'articulation administration /population ;
- ✓ les énergies alternatives et technologies combinées
- ✓ écologie et économie populaire urbaine ;
- ✓ communication pour le développement.
- ✓ Action contre les modèles de consommation et de production importés
- ✓ lutte contre le sida et la malnutrition
- ✓ enfants et jeunes face à l'environnement, à l'emploi et à la culture ;
- ✓ problématique du genre
- ✓ prospective populaire

1.3.2 Présentation de enda Ecopole ouest africaine

Ecopole Ouest-Africain est née d'une décennie de lutte menés par Enda, celle des bidonvilles des grandes cités africaines, de multiples groupe de base (jeunes, femmes, petits métiers, artistes, associations), de municipalités et de plusieurs administrations, contre la pauvreté pour un environnement meilleur et pour une citoyenneté effective.

En effet, Ecopole fonctionne depuis longtemps. Dès sa formation en 1972, Enda a travaillé à faire reconnaître l'économie populaire au Sénégal et dans plusieurs autres pays et, surtout, à encourager les participants à l'économie populaire à mieux collaborer entre eux, à mieux intégrer leur activité et à connaître ce qui se fait ailleurs dans d'autres communautés similaires.

En Avril 1996, est mis en place le complexe, qui est une ancienne usine désaffectée, grâce à l'initiative populaire (participation des 200 associations sportives et culturelles partenaires de l'O.N.G.) en étroite collaboration avec la mairie de Dakar et celles d'autres Métropoles Ouest-Africain ainsi qu'à des appuis substantiels de l'union européenne, de la France, de la caisse française de développement (C.F.D.), de la Suisse, de l'Autriche, des pays bas et du Canada.

L'économie populaire va ainsi s'offrir une vitrine, un forum, un outil inter-équipes pour une meilleure synergie dans une dynamique d'action pour la lutte contre la pauvreté.

En tant que lieu de contacts, de production, de formation, d'échanges multimédia, Ecopole se veut, par rapport à l'économie populaire, une caisse de résonance et une instance d'appui multiforme et évolutif. C'est aussi une réflexion et des actions partagées dans l'espace Ouest-africain.

■ Buts

Il s'agit pour Enda Ecopole :

- ✓ d'appuyer l'économie populaire urbaine et notamment la création des enfants, des jeunes et des femmes ;
- ✓ de construire et de mettre en œuvre des scénarios de sorties de pauvreté ;
- ✓ de former au repérage et à la valorisation des potentiels locaux et, aussi la citoyenneté ;
- ✓ de proposer des espaces pour le dialogue populations /groupement / institutions locales ;
- ✓ de produire, d'échanger, de diffuser, d'informer ;

▪ Stratégies d'intervention

Pour atteindre ses objectifs et la réalisation de ses buts, L'intervention de Ecopole pourrait être résumée principalement à travers une stratégie prospective de lutte contre la pauvreté et d'impulsion des dynamiques locales.

Ecopole se situe en amont d'un réseau d'activités très diversifiées parmi lesquelles on peut citer la création de réseau social et une certaine solidarité, l'appui aux activités de production et les activités de formation. Ces actions s'appuient essentiellement sur les initiatives et les moyens d'actions populaires à tous les niveaux d'action et de décision, dans le cadre de l'élaboration de démarches reproductibles joignant action, recherche, formation et communication.

1.4 CADRE CONCEPTUEL

Dans cette présente étude la clarification des concepts constituent une phase importante car elle nous permet de mieux cerner les concepts clés utilisés pour faciliter leur compréhension par rapport au contexte utilisé et ainsi permettre aux lecteurs de mieux saisir la portée de l'étude. Comme

notions à définir nous avons : **Bidonville** : Habitat urbain spontané et improvisé, issu de l'accumulation dans les grandes villes des pays sous-développés de populations sans ressources venus des campagnes. Il s'agit généralement d'une occupation de fait du sol urbain considéré comme impropre à l'urbanisation et laisse par cette raison au moins provisoirement vacant par l'Etat ou par ses propriétaires.

Pauvreté: C'est un état de dénuement ou de privation tant de besoins fondamentaux de l'existence nécessaire pour vivre une vie décente, saine, longue et constructive que des opportunités et des perspectives liées à la participation des individus à la vie active, socio-économique, politique et

culturelle de la société.

Développement : Des multitudes de définitions sont proposées mais un exemple plus raisonnable nous est donné avec le Rapport mondial sur le développement humain de 1991 du P.N.U.D (Programme des Nations Unies pour le Développement) dont voici: « Le principal objectif du développement humain est d'élargir la gamme des choix offerts à la population, qui permettent de rendre le développement plus démocratique et plus participatif. Ces choix doivent comprendre des possibilités d'accéder au revenu et à l'emploi, à l'éducation et aux soins de santé, et à un environnement propre ne présentant pas de danger. L'individu doit également avoir la possibilité de participer pleinement aux décisions de la communauté et jouir des libertés humaines, économiques et politiques. »

Conditions de vie socio-économiques : Au niveau de cette étude elles se réfèrent à la qualité de vie ou le bien-être qui est évidemment une notion subjective, mais qu'il est possible de tenter définir ainsi :

Avoir une bonne condition de vie c'est :

- Etre en bonne santé physique et morale;
- Avoir une occupation qui procure une autonomie financière suffisante sans être aliénante;
- Vivre dans un environnement qui favorise le développement harmonieux de sa personnalité.

Education ou formation alternative : Ce terme désigne l'ensemble des initiatives du non-formel comme les FCR, les ECB ou les écoles associatives...En effet ces dernières sont des modèles alternatifs dans la mesure où elles se considèrent comme une « roue de secours » du système formel en prenant en charge les enfants non scolarisés ou déscolarisés au niveau de ce système.

Secteur informel : Toute activité non structurée, non organisée par l'Etat

Economie Populaire : L'économie populaire est composée d'une multitude de petites entreprises, souvent familiales, mais aussi nées de groupements de femmes, de jeunes. Les métiers sont variés: fondeurs de marmites en aluminium de récupération, fabricants d'attaché cases à partir de boîtes de conserve usagées, réparateurs de matériel électronique, tailleurs, vendeurs et porteurs d'eau, mécaniciens, menuisiers, commerçants, voire banquiers. Elle utilise, avec beaucoup d'ingéniosité, toutes les ressources humaines et matérielles disponibles. Mais elle ne saurait être réduite à une économie de la "débrouille", à un mode de survie. Elle pallie de plus en plus les carences de l'Etat ou son absence, dans tous les domaines: scolarisation des jeunes, assainissement et ramassage des déchets ménagers, etc. Elle déborde le champ initial de la famille pour s'organiser en réseaux étendus. Enfin, au-delà d'un ensemble d'activités économiques, l'économie populaire réinvente un modèle social où les exclus du système moderne (chômeurs, invalides, personnes âgées, jeunes) peuvent trouver leur place.

L'économie populaire assure une grande partie du secteur privée et contribue à la création d'emploi au niveau des villes du tiers Monde comme Dakar.

Effets : Par effets on entend incidences de l'action sur le milieu physique et humain environnant. Les effets conjuguent résultats de l'action et autres dynamiques ou contraintes provenant du milieu dans lequel se déroule l'action.

L'effet est différent de l'impact. En effet l'utilisation du mot impact au pluriel provient de la confusion entre « effet » et « impact ».

Les effets concourent vers un impact. En effet ils couvrent un champ, un espace beaucoup plus large que l'action programmée, ce champ augmente avec le temps. A la fin de l'action programmée, l'ensemble des effets contribue à créer un impact.

2.1 Démarche de l'étude

Ainsi pour aborder ce sujet, différentes démarches de recherches ont été entreprises dans l'unique intérêt d'apporter le plus d'informations dans les zones, et réponses concernant le thème. Cette étude devrait permettre à Enda Ecopole de mieux comprendre les quartiers et projets déroulés, d'identifier les acteurs et de mettre sur pied un cadre de partenariat avec la population.

2.2 La recherche documentaire et la prospection

La recherche documentaire a été la première étape de notre étude. L'objectif de cette recherche qui s'inscrit dans un continuum a fait l'objet de plusieurs écrits.

Cette recherche documentaire nous a permis de concevoir une problématique et d'avoir une idée claire avec la manière dont les acteurs sociaux ont vécu la réalité.

Elle s'est faite principalement dans les locaux d'enda, sur le terrain et bibliothèques possédant des ouvrages qui ont traité ce thème de la pauvreté.

Dans cette optique nous nous sommes rendues dans la bibliothèque d'enda Edition, aux archives d'enda écopole, internet...

Nous avons ainsi procédé à des prospections dans les zones d'étude. A cette visite de terrain, nous étions accompagné d'une personne ressource qui nous a permis de rencontrer des leaders. Cela a beaucoup facilité notre intégration dans le milieu

2.3 Choix des instruments

Plusieurs outils et techniques de collecte de données ont été utilisés dans cette étude pour mieux comprendre le phénomène eu égard aux objectifs de recherche de l'étude.

Guides d'entretien

A l'image des questionnaires, les guides d'entretiens ont été administrés susceptible de nous faire part de la réalité.

- Entretiens individuels pour le pôle de Dakar
- Entretiens individuels pour le pôle de Rufisque
- Un guide d'entretien pour le coordonnateur d'enda

Le guide et les entretiens nous a permis d'avoir la Perception d'Enda de la pauvreté et du développement durable, es cibles, sa stratégie etc.

Nous avons eu à faire l'entretien avec quelques personnes ressources. Ce type d'entretien a concerné le chef de quartier, femmes leaders, des jeunes dans le quartier et diverses OCB (organisations communautaires de base). En plus de ceux-là on a eu des entretiens individuels avec

des travailleurs à Enda. Ces entretiens individuels nous ont permis de recueillir des informations secondaires sur le milieu dont sa situation environnementale, sociale.

Focus group

C'est une méthode orale d'investigation. C'est une méthode de recherche qui est qualitative et participative en ce sens elle ne cherche pas à quantifier mais plutôt essaie de comprendre en profondeur des comportements des attitudes ou des opinions et des idées. Cette démarche avait pour objectif de favoriser une meilleure production sociale.

Cet outil nous a beaucoup aidés dans notre étude. Il a été utilisé pour tous les leaders communautaires. Ainsi des informations importantes ont été tirées lors de ce focus groupe à savoir l'historique des quartiers et zones d'intervention, d'autres problèmes sensibles liés à la pauvreté. Cette méthode nous a permis aussi d'approfondir les études exploratoires et préliminaires.

En effet le focus group nous a aidés à identifier les structures existantes dans les zones d'intervention d'enda, et de régler le déficit de compréhension et de communication.

L'observation directe

Cet instrument a été utilisé tout au long de notre étude et de notre passage sur le terrain. Notre présence répétée dans le quartier même pendant la nuit nous a permis de comprendre certaines réalités du milieu. (Habitat, sociales) conditions de vie. Notre objectif à travers l'utilisation de cet outil, a été de confronter les propos recueillis dans différents entretiens. Mais aussi de disposer des idées assez claires dans la présentation des résultats.

Les difficultés et les limites liées à l'enquête

Quelques obstacles nous paraissent être des difficultés et des limites à notre étude. Il s'agit entre autre :

- l'absence de statistique communautaire sur les indicateurs de performance
- L'indisponibilité de certains individus à enquêter, notamment certains leaders et responsables d'enda. Ces derniers étaient le plus souvent occupés par les activités professionnelles et quotidiennes. Cette situation nous a permis d'accuser un retard dans l'élaboration du mémoire.

Néanmoins ces difficultés n'ont pas biaisé les résultats de l'étude.

3.1 Les activités d'Enda Ecopole Ouest Africain et Zones d'intervention

Elles sont nombreuses et variées et agissent tous dans les secteurs du développement.

Ainsi ces activités tournent autour de :

- L'éducation et de la formation
- La santé et l'assainissement
- La promotion économique et sociale des populations et surtout les femmes

Conformément à la démarche de Enda, privilégiant depuis quelques temps l' intervention en milieu urbain par rapport au milieu rural, les actions de développement mises en œuvre par Ecopole s' intéressent principalement aux villes.

Ecopole intervient principalement en milieu urbain défavorisé, notamment dans:

- les bidonvilles et poches de pauvreté
- quartiers urbains et périurbains précaires

3.2 Les lignes de force de l'équipe écopole

« En 2004, le Secrétariat Exécutif a demandé à chaque entité de décliner ses grandes orientations et de les traduire en règles de gestion. Ainsi, nous nous sommes réunis en 2004 pour faire ressortir les lignes directrices qui ont constitué pour notre entité Ecopole la base de notre stratégie, de nos missions, et nous avons identifié et validés nos axes d'orientations» selon M. Tandia, coordonnateur de l'équipe.

Il s'agissait pour nous de rechercher des alternatives de lutte contre la pauvreté en faisant d'Ecopole un outil au service des communautés pour garantir les droits humains et soutenir les actions de développement en :

- Accompagnant les processus de changements sociaux
- Appuyant les initiatives de gouvernances locales et l'articulation urbain/rural

Trois axes stratégiques ont été définis et déclinés en termes d'actions :

3.2.1 Contre la vulnérabilité sociale et renforcer la participation citoyenne

L'objectif est de conduire un ensemble d'efforts et d'actions pour impulser des dynamiques de participation populaire en vue de réduire significativement la pauvreté et les mécanismes qui la fabriquent. Cet axe se décline en une série d'actions qui accompagnent les groupes vulnérables dans la lutte contre la pauvreté :

- accompagner les groupes démunis à s'organiser par la formation et le renforcement de capacité ;
- appuyer les initiatives pour améliorer le cadre de vie, l'accès à l'habitat et à la sécurité foncière ;
- renforcer les initiatives en matière de santé communautaire ;
- Renforcer les dynamiques de concertation des « sans voix » ;



Source, mémoire sétan, 2012

3.2.2 Appui à la gouvernance locale, au développement durable et à l'articulation urbain rural

L'objectif visé est de soutenir les initiatives locales pour un développement participatif et durable. Ce volet est déroulé dans le cadre d'un partenariat scellé avec des programmes de développement à caractère national comme l'Agence du Fonds de Développement Social (AFDS) et le Programme National d'Infrastructures Rurales (PNIR), conçus pour lutter contre la pauvreté. Il se compose d'un ensemble d'actions :

- Renforcer les capacités organisationnelles des communautés ;
- Renforcer les capacités opérationnelles des communes et des communautés rurales pour assurer la bonne gouvernance locale ;
- Soutenir les processus de gestion en matière de décentralisation ;
- Faire des diagnostics et évaluations participatifs des besoins ;
- Accompagner la mise en œuvre des projets et micros projets de développement.

3.2.3 Appui à l'éducation, à la scolarisation et à la formation pour l'équité et un meilleur accès du plus grand nombre.

L'objectif est de faciliter l'accès au plus grand nombre notamment les plus pauvres. Il se traduit par un appui aux Initiatives Populaires d'Education et de Formation (IPEF) qui bénéficie aux groupes spécifiques : groupements de femmes, jeunes et enfants en situation difficile, soutien scolaire, les exclus du système.

On s'achemine de plus en plus vers le rendez-vous mondial de l'éducation pour tous, mais la lecture de la situation n'est guère luisante. Le compte est encore loin pour bon nombre de pays notamment ceux à revenus modestes d'où la nécessité d'une mobilisation d'avantage accrue. Dans ce sens, Enda Ecopole, appuyant la dynamique des Initiatives Populaires d'Education de Formation principalement composées des Formations Coin de Rue, Ecoles Associatives et Communautaires, Ateliers de formations pré-techniques, Education Intégrée des Adultes et les Centres Polyvalents d'auto-promotion, participe à cet effort qui engage chaque acteur.

L'éducation alternative a été conçue à cet effet comme une démarche participative pour faciliter la scolarisation d'un plus grand nombre en ce sens que les lieux et contenus des apprentissages s'est largement inspirée des réalités des bénéficiaires.

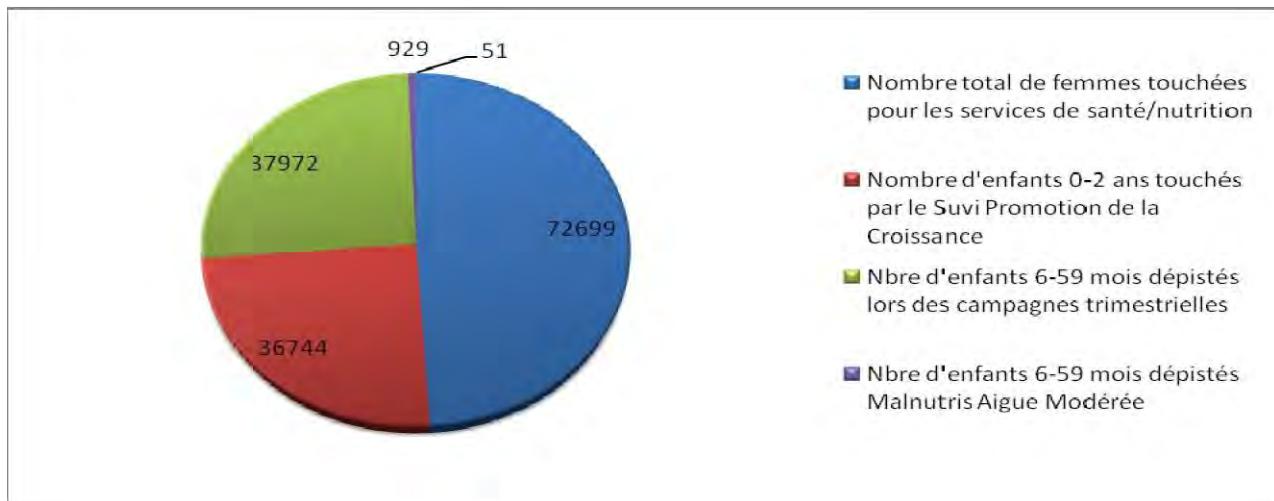
3.2.4 Santé communautaire, facteur déterminant pour un développement durable

La survenue de certaines pathologies comme la diarrhée, les Infections Respiratoires Aigües (IRA), la malnutrition, le paludisme..., chez les jeunes enfants sont en général les conséquences des effets induits de l'environnement humain et pourraient être réduits substantiellement si un comportement favorable était adopté. En croisade contre ces maladies, des stratégies sont préconisées dans le cadre du programme de renforcement nutritionnel pour les éliminer significativement : elles reposent sur la sensibilisation et l'éducation pour la santé. En rapport avec les infirmiers chefs de poste, des actions de Communication Interpersonnelle (CIP) sont menées par les relais et les personnes ressources volontaires. Les activités ciblent principalement, les mères ou gardiennes d'enfants pour maîtriser les comportements clés favorables à la protection des enfants et à la prévention des maladies.

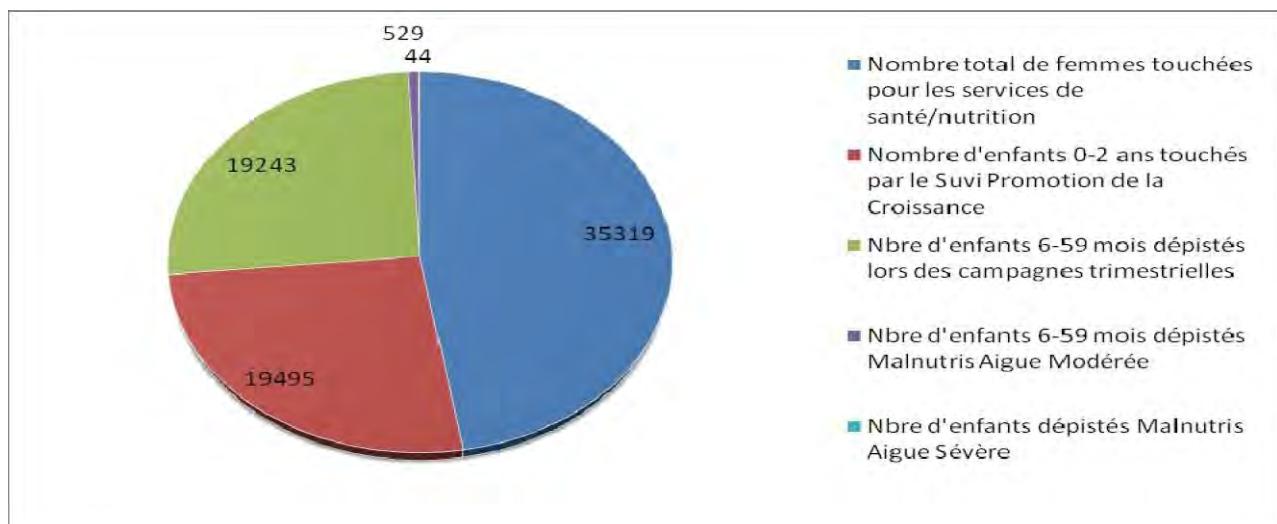
Les données suivantes présentent les résultats obtenus durant l'année 2011 :

	District centre	District ouest	Total
Nombre total de femmes touchées pour les services de santé/nutrition	72699	35319	108018
Nombre d'enfants 0-2 ans touchés par le Suivi Promotion de la Croissance	36744	19495	56239
Nombre d'enfants 6-59 mois dépistés lors des campagnes trimestrielles	37972	19243	57215
Nombre d'enfants 6-59 mois dépistés Malnutris Aigue Modérée	929	529	1458
Nombre d'enfants dépistés Malnutris Aigue Sévère	51	44	95

Tableau 1 : données PRN enda siggi nutrition



District centre, Graphique 1, source mémoire sétan, 2012



District Ouest, Graphique 2 : source mémoire sétan, 2012

Au total 108.018 mères et gardiennes d'enfants sont touchées, ce qui a permis de maintenir la prévalence de la malnutrition à un seuil négligeable pour l'ensemble des deux districts d'intervention. Ainsi, pour le district Centre, 5% des enfants suivis souffrent encore de malnutrition, contre 3% au district Ouest. Avec ces résultats, nous sommes en phase avec les OMD 4 et 5 qui visent de manière explicite la réduction de la mortalité maternelle et infantile. Toutes les études relatives aux déterminants de la morbi-mortalité maternelle au Sénégal ont démontré que la malnutrition contribue à plus de 33% des cas de mortalité.

La lutte contre le VIH/Sida, un Rampart pertinent de lutte contre la pauvreté

La promiscuité, la précarité, l'ignorance, l'existence d'industries attirant les saisonniers, les ouvriers agricoles, les manœuvres, les routiers et les inondations qui impactent sur l'épidémiologie font le lit de la prolifération des maladies telles que les IST/SIDA et le paludisme.

-Les diagnostics de terrain et les identifications qui en ont découlé, révèlent le besoin de répondre à cette situation en renforçant les capacités des femmes sur les maladies et les administrer les techniques de communication qui sied par une bonne approche sociale pouvant engendrer un changement de comportement durable. C'est en ce sens que des sessions de formation ont été organisées pour les relais de santé communautaire bénéficiaires du programme.

-Maintenant les tests diagnostiques rapides permettent de procéder au bon diagnostic du paludisme qui était souvent confondu à la grippe.

-Les statistiques montrent la prévalence du paludisme pendant le premier trimestre.

3.2.5 Désétrangler le développement des plus pauvres et relever le défi de la croissance

Les bidonvilles, quartiers en transformation, une priorité pour écopole

Autant le défi de la pauvreté est pesant sur les conditions de vie du plus grand nombre, autant la bataille pour la vaincre et conquérir la souveraineté est légitime. Les communautés des bidonvilles et des quartiers dits précaires, sans se soumettre à la fatalité, sont engagés des années durant dans un combat existentiel. Elles opposent une lutte sans merci à l'inéluctable par des comportements citoyens et poursuivent les transformations pour une meilleure qualité de vie.

Vivant sous la menace perpétuelle des politiques d'aménagement urbain et les effets induits d'une croissance souvent peu maîtrisée, ces populations habitées par la hantise d'éviction forcée, ont recours à des moyens collectifs de lutte. De par les intérêts partagés, les regroupements à caractère corporatif permettent aux communautés de trouver toute la légitimité de leurs actions de défense de leurs intérêts matériels et moraux.

Le comité inter-bidonville créé à cet effet a servi de cadre d'interaction, de plaidoyer et même de lobbying pour amplifier la voix des sans voix. Grâce à la détermination de ses membres, le comité a réussi à structurer les initiatives et à porter les nombreuses doléances des populations, notamment leurs aspirations légitimes à plus de considération, l'accès à un toit et un cadre de vie amélioré.

Le contexte urbain est marqué par une course effrénée au foncier avec comme première conséquence la spéculation foncière, l'accaparement des terres par une frange minoritaire nantie au détriment du plus grand nombre. Le comité inter-bidonville, souscrivant son action à la défense et à la conquête des droits des plus pauvres est continuellement buté à une situation sociopolitique difficile qui accorde peu de marge à cette composante pour un accès équitable aux ressources et aux services sociaux de base. Il s'y ajoute que la quiétude de ces populations est troublée par les agrégats liés aux conditions de vie et aux systèmes de production qui ont leurs effets induits (encombrement, pollution, promiscuité, désagréments divers).

Traduisant l'aspiration des populations, le comité s'est engagé dans des chantiers de transformations sociales, car il ne peut atteindre ses objectifs sans un véritable engagement citoyen. A travers la participation de ses différents comités, d'importantes initiatives ont été mises en œuvre au niveau des quartiers pour une dynamique organisationnelle à même d'assurer une responsabilisation effective dans la gestion de leur environnement et cadre de vie.

L'année 2011 a été aussi un tournant important dans la vie du comité inter-bidonville. Suite à la caravane citoyenne réalisée dans plusieurs contrées pour avoir une idée des conditions de vie des communautés rurales et s'enquérir des difficultés auxquelles elles font face (les populations se voyant de plus en plus spoliées de leurs terres utiles), la nécessité de synergie entre les populations urbaines et rurales ainsi que le besoin de son ouverture ont été largement exprimés. Afin d'accéder à cette demande et de réaliser la mutation du comité inter-bidonvilles, une large concertation a été menée avec l'appui de Ecopole. Au terme, la révision de son statut d'association locale avec des actions circonscrites à Dakar a été retenue au profit d'une association à dimension nationale plus représentative des diverses couches sociales.

Grâce à cette nouvelle dimension, le comité dispose désormais de prérogatives plus larges pour jouer un rôle de protagoniste et amplifier ainsi la voix des communautés démunies, notamment en matière d'accès au foncier. Fort de cet ancrage, des fora sont organisés le long de l'année pour une

campagne de sensibilisation plus accrue, dans le but de pousser la concertation entre les communautés d'une part et les pouvoirs publics d'autre part. A cet effet, le travail d'information et d'éducation utilisant des supports largement diversifiés allant du théâtre, de la communication interpersonnelle ou de masse aux caravanes, a servi à former et à rendre opérationnel au niveau des différentes zones des **éco-citoyens**. Cela est d'autant plus important que le développement des établissements humains et son impact sur la qualité de vie de leurs habitants sont intimement liés à la participation inclusive de ces derniers.

En tant que acteurs investis de missions de service public, les éco-citoyens exercent leurs actions à travers les comités créés qui sont des instances de réflexion, de conception et de mise en œuvre des plans actions d'intervention. A cet effet, les éco-citoyens exécutent un pouvoir de contrôle citoyen sur la vie de la cité, participent à la promotion de l'économie populaire, à la transformation et à la gestion intelligente de toutes les ressources locales qui concourent à son bon développement.

3.3 Les projets et programmes mis en œuvre par Ecopole

- La Convention des Objectifs sur l'Urbain.
- Fonds Roulant Mutuel pour les femmes des bidonvilles de Dakar (FOROMBI)
- Programme Intégré d'Education des Adultes (PIEA) étendu au quartier centre de captage/Font de Terre
- Programme d'Education Alternative « Formations coin de rue »
- Le Comité de sport populaire et de la formation citoyenne : Enda Académie sport
- Centre intégré de formation aux métiers de l'automobile
- Restructuration de Baraka
- Programme santé-Sida
- PRN
- Projet Kiwanis
- Projet Suxaat de Rufisque
- Projet AFDS
- Projet PNIR
- Projet Paludisme Intrahealth Round 10



Source, enda écopole, quartier baraka, 2010

3.4. Analyse des effets des programmes/projets de Enda Ecopole sur le terrain

3.4.1 Cas du bidonville Wakhinane Colobane

3.4.1.1 Présentation du cadre de vie et habitat

Le bidonville Wakhinane Colobane est un quartier situé sous le pont de Colobane et jouxtant l'autoroute et la rocade Hann Bel Air. Son histoire remonte à 1974 suite à un déguerpissement de populations vers la banlieue dakaroise. Ferrailleurs, brocanteurs et marginaux se sont longtemps partagés le cadre. L'extension du marché de Colobane sera à l'origine d'un second mouvement de populations qui s'installeront sous la rocade. Mais ce n'est qu'en 1986 que la grande majorité des populations a rejoint wakhinane passant ainsi de 05 baraqués à plus d'une centaine. Les gargotes, garages et ateliers de fonderie y prédominent.

La pauvreté se manifeste sous diverses formes dans ces quartiers populaires. D'abord par la typologie de l'habitat ou la nature du foncier que nous avons abordé dans la partie de la présentation du cadre étude.

Ensuite par l'absence ou la faiblesse de revenu et des ressources suffisantes pour assurer des moyens d'existence viables, puis à la mauvaise santé des populations par la fréquence des types de maladies.

Après cela, on peut ajouter le faible taux de scolarisation et de l'alphabétisation eu égard au manque d'initiatives de la population qui se fait sentir par sa non participation dans la vie civile, sociale et culturelle, etc.

Tous ces éléments sont des indications à partir desquels se présente la pauvreté dans le quartier.

3.4.1.2 Analyse du niveau de scolarisation

De tous les bidonvilles ou interviennent Enda, Colobane est le quartier qui dispose du plus faible taux de scolarisation primaire. En effet, sur un effectif de 100 enfants en âge d'être scolarisés seulement 30% ont eu à fréquenter l'école.



Source mémoire sétan, 2012

Ensuite par l'absence ou la faiblesse de revenu et des ressources suffisantes pour assurer des moyens d'existence viables, puis à la mauvaise santé des populations par la fréquence des types de maladies.

Après cela, on peut ajouter le faible taux de scolarisation et de l'alphabétisation eu égard au manque d'initiatives de la population qui se fait sentir par sa non participation dans la vie civile, sociale et culturelle, etc.

Tous ces éléments sont des indications à partir desquels se présente la pauvreté dans le quartier.

3.4.1.2 Analyse du niveau de scolarisation

De tous les bidonvilles ou interviennent Enda, Colobane est le quartier qui dispose du plus faible taux de scolarisation primaire. En effet, sur un effectif de 100 enfants en âge d'être scolarisés seulement 30% ont eu à fréquenter l'école.

Taux de scolarisation indicatif de deux quartiers

Quartiers	Taux de scolarisation	Taux de nom scolarisation	Total
Wakhinane Colobane	30%	70%	100%
Pikine guinaw rail	73%	23%	100%

Tableau 2, source enda écopole, 2010

Le taux de scolarisation est de 30% contre 73% à Pikine. En effet, la scolarisation dans le primaire à Colobane est très en retard. La plupart des enfants scolarisés sont aussi des garçons avec un taux moyen de 53% loin de la moyenne nationale qui est consacré 61% pour les filles.

Cette situation peut s'expliquer par la faiblesse des revenus des ménages que nous allons étudier, par l'absence d'infrastructure scolaire adéquate dans le quartier. En plus de cela les chefs de ménages ont parlé aussi comme tentative d'explication par l'augmentation des coûts d'opportunité mais surtout par la pauvreté qui est la principale raison des parents et le manque de papiers administratifs c'est-à-dire (bulletins de naissance ou extraits)

Cependant nous pouvons constater qu'un chef de ménage qui n'est pas instruit aura du mal à scolariser ces enfants.

Niveau d'instructions des chefs de ménage

Niveau d'instruction	Pourcentage
Sans instruction	68%
Primaire	12%
Secondaire	4%
Supérieur	00
Alphabétisation	00
Arabe+coran	16%
Total	100%

Tableau 3, source enda écopole, 2010

L'analyse de ce tableau nous montre que le niveau d'instruction des chefs de ménage reste faible. En effet 68% des chefs de ménage sont sans instruction. Ils ne savent ni lire ni écrire .Par contre, 16% des ménage sont instruits en arabe.

Pour ce qui est de l'instruction à l'école française, seulement 12% ont atteint le niveau primaire contre 4% seulement pour le niveau secondaire. Cette situation s'explique par le fait que la plupart de ces populations proviennent du monde rural où ils manquent d'infrastructures scolaires.

La totalité des personnes instruites dans l'échantillon sont des hommes .Les femmes quant à elles sont pour la plupart sans instruction.

Les avantages élevés que l'on estime pouvoir tirer de l'instruction, y compris l'effet de l'éducation de femmes sur la fécondité, les mesures d'hygiènes et sur l'amélioration des conditions de vie soulignent la nécessité de trouver des solutions au faible taux de scolarisation des femmes chefs de ménage.

Nous savons qu'il existe des préjugés contre l'éducation des filles et quel que soit le niveau d'instruction du chef de ménage.

Le taux de scolarisation et le niveau d'instruction des chefs de ménages restent faibles.

3.4.1.3 Analyse du niveau de revenu

A Colobane, les revenus sont essentiellement tirés du secteur informel qui est la principale activité des habitants du quartier.

Répartition des revenus mensuels par ménage

Niveau de revenu mensuel par chef de Ménage	Pourcentage
Moins de 10 000 frs	16%
De 10 000 frs a 30 000 frs	52%
De 30 000 frs a 75 000 frs	24%
Plus de 75 000 frs	8%
Total	100%

Tableau 4, source enda écopole, 2010

L'analyse de ce tableau et diagramme nous montre que :

- 52% des chefs de ménage ont un revenu compris entre 10 000 et 30 000 F, tandis que 24% de ces derniers ont un revenu compris entre 30 000 F et 75 000 F.
- Cependant 8% des chefs de ménage gagnent plus de 75 000 par mois contre 16% qui ont moins de 10 000 F soit le plus faible revenu.

Ainsi donc, on assiste à une inégalité croissante des revenus qui n'est pas étrangère à la pauvreté.

Il est en effet très rare de rencontrer des personnes sans activité. Tous les chefs de ménage exercent une activité même si par ailleurs le revenu reste faible.

La grande majorité des chefs de ménage ont un revenu compris entre 10 000 et 30 000 Francs. Cette somme est insuffisante et affecte même la consommation des chefs de ménage.

Ainsi, la faiblesse des revenus est devenue l'une des causes les plus visibles des transformations des modes de consommation et du déclin de la solidarité communautaire. Elle accroît le nombre de pauvres. Le travail informel indépendant est caractérisé par l'instabilité de condition de travail et une vulnérabilité de l'emploi. Le marché du travail informel et l'absence de protection au titre de la législation du travail. Ce travail indépendant est la seule possibilité d'activité constante. Cette situation s'explique par le fait que la population n'a pas accès au marché du travail formel et public par leur faible niveau d'instruction.

Les femmes et les enfants sont les seuls recours pour les ménages pour apporter des revenus additionnels.

AGR : des mesures incitatives pour promouvoir les initiatives économiques des femmes des quartiers défavorisés et bidonvilles

L'effet des changements attendus dans les zones traditionnelles d'intervention de écopole, sont sujet à des évaluations continues.

Les résultats auxquels nous avons abouti, montrent des groupements de femmes engagés dans des dynamiques importantes de transformation sociale. A travers des micro-projets génératrices de revenus, elles arrivent à construire des circuits de production suffisamment soutenus par des mécanismes d'autofinancement solidaire avec une rigueur de gestion technique et financière de ces micro-projets.

A titre expérimentale, un fonds d'appui de départ de 1 000 000FCFA a été alloué au groupement Takku Ligguey de Wakhinane Colobane. De nos jours, il a atteint un capital de 4 500 000FCFA. La caisse locale d'épargne et de crédit de Colobane fonctionne grâce à un appui financier mis en place par écopole pour la constitution du capital initial, renforcé par les adhésions des membres et les parts sociales versées par les 3 groupements respectifs.

Conformément aux règles de fonctionnement, le comité de prêt octroie les allocations après avoir fait la part entre les demandes et les disponibilités. En général, les femmes bénéficient de crédits bimensuels variant de **75.000 à 85.000 CFA**, selon la taille du groupement. L'objectif assigné à la caisse est à priori de gérer les ressources avec un principe d'équité, de rigueur et de transparence.

Les intérêts générés par les prêts sont conservés sous forme d'épargne pour les groupements avec un taux d'intérêt à l'épargne **de 10%**. Il s'agit ainsi pour l'écopole d'encourager l'épargne collective au sein des groupements de femmes. Actuellement, **185 femmes** ont été bénéficiaires de ces prêts.

3.4.1.4 Analyse de la situation sanitaire

A l'instar du niveau de revenu très faible des ménages, la situation sanitaire est un indicateur à partir duquel se manifeste la pauvreté.

Tableau de la situation Sanitaire : Consultation Générales

Types de maladies	Nombres de consultations	Pourcentage %
Paludisme	222	22%
Dermatologies (gale etc...)	113	11,2%
Plaie	107	10,6%
Affection des voies respiratoires (bronchite, pneumonie, tuberculose.)	107	10,6%
Parasite, intestinales	53	5,2%
Diarrhées infectieuses	401	40%
TOTAL	1003	100%

Tableau 6, source enda écopole, 2011

L'analyse de ce tableau nous montre que les maladies les plus courantes que l'on rencontre dans ce quartier sont les diarrhées infectieuses pour un nombre 401 sur le total des consultations, soit un pourcentage de 40%.

Cette situation s'explique pour les mauvaises conditions de vie des populations et l'alimentation qui manque des soins. Le paludisme représente 222 consultations soit 22%.

En effet le paludisme dans le quartier est favorisé par la présence d'eaux stagnantes dans certains coins du quartier et certaines maisons, de récipients de toute nature, boîte vides épaves de voitures susceptibles de constituer des gîtes à larves de moustiques qui sont vecteurs du paludisme.

Le nombre de consultation en dermatologie (gale) est de 113 pour 11,2%. Cette maladie est contagieuse et est causée aussi par un manque d'hygiène et de salubrité. Par contre le nombre de consultation liée aux plaies est de 107, de même que les affections des voies respiratoires comme la tuberculose, la pneumonie. Le plus faible nombre de consultation est lié aux parasites intestinaux avec 53 cas.

La plupart des consultations liées aux plaies sont du fait des ouvriers dans l'accomplissement de leur métier, cela par manque de mesure de sécurité.

L'impact de la diarrhée infectieuse, du paludisme, de la tuberculose etc.... montre la relation double sens qui existe entre pauvreté et santé.

3.4.2 Cas du projet socio-économique des femmes de Rufisque Est

Enda Ecopole a choisi la ville de Rufisque pour dérouler un programme d'appui à l'émergence de micros entreprises au profit des femmes vulnérables. Ce choix de Rufisque découle d'une analyse contextuelle approfondie qui a permis d'identifier les facteurs qui entravent la promotion des femmes.



Source, enda rufisque 2012

Au niveau de la localité, une vingtaine (20) de groupements de femmes bénéficie d'un appui et accompagnement pour la mise en place d'unités de production dans des secteurs largement diversifiés. Il s'agit de secteur à haute potentialité socio-économique notamment dans le domaine de l'agroalimentaire: la transformation des produits agricoles et halieutiques et l'aviculture, en réponse aux défis de la souveraineté alimentaire. D'autres initiatives sont orientées vers le secteur de service comme la coupe/couture, la coiffure et la teinture Batik.

Ecopole envisage à travers le programme « Intégration Socio-économique des Femmes de Rufisque Est » de favoriser un changement notable chez les femmes. En mettant à leur disposition des ressources importantes, Ecopole contribue à la réduction des inégalités entre les sexes et surtout, œuvre pour l'équité de genre et pour une plus grande justice sociale.

Tableau de financement des groupements

N°	GPF	ACTIVITE	Montant financement	BENEFICIAIRE
1	SONACOS	Restauration-Coupe –Couture-Garderie d'enfant	4 362 000	30
2	APRAO	Transformation des céréales locales	6 600 000	35
3	SOPE NDIORO (maraicheres)	Maraichage et ventes de fruits et légumes	3 100 000	34
4	GIE GOORGORLOU	Transformation des céréales locales	4 540 000	30
5	ASSOCIATION DES COIFFEUSES	Formation en coiffure et vente de produits cosmétiques	3 600 000	60
6	LAWAL LAKKI REWMI	Centre-Coupe –Couture	3 734 000	30
7	CONCASSEUSES	Coopérative de denrée alimentaire, fabrique de briques	4 262 000	55
8	FEMMES CITE SOCOCIM	teinture	2 713 900	45
9	AIDA COUTURE	coupe-couture	3 492 332	45
10	DOOLE ARAFAT	Aviculture	4 414 380	20
11	FEMMES HANDICAPES	Centre-Coupe –Couture	3 410 000	80
12	SOPP NABY	Unité de transformation de pate d'arachide	3 785 500	54
13	SOPP MAME MARAM	Unité de conditionnement d'eau filtrée	5 736 111	40
14	XAM SA BOPP	Aviculture (pondeuses)	6 293 880	20
15	SYNERGIE FEMMES	Transformation des céréales locales	6 613 850	80
16	KAAY BAAKH	Transformation artisanale d'huile d'arachide	4 660 400	60
17	Réseau des relais en santé	Prestation de services	4 716 750	25
18	Réseau SUXAAT	Unité de savonnerie	2 363 000	
19	SOPE ABABACAR	micro mareyeuse, Vente de poisson frais, crédit rotatif	5 000 000	60
20	Femmes bata	femmes transformatrices	5 600 000	60
21	Restauratrices	restau	522 850	33
22	Pastef	Coopérative de denrées alimentaire	4 522 850	50
		TOTAL	94 043 803	946

Tableau 2, source enda écopole, 2012

3.4.2.1 L'analyse de l'environnement local des AGR avant le projet

Agriculture

Dans le domaine de l'agriculture, la commune de Rufisque-Est abrite une zone de plusieurs hectares de sols cultivables appelés « LENDENG ». Cette zone regroupe une centaine de maraîchers autour de la culture de légumes depuis plusieurs décennies. Dans ce pôle agricole dont la majorité est composée d'hommes, Le maraîchage est mené durant toute l'année et toutes les spéculations y sont quasiment cultivées.

A lendeng, le maraîchage n'a pas encore atteint des résultats escomptés à cause des problèmes suivants :

- L'urbanisation accélérée et la démographie galopante de la ville de Rufisque à beaucoup contribué au rétrécissement des surfaces cultivables par l'extension de l'habitat et la construction des voies de communication routières. Par exemple la voie de contournement de Rufisque passe déjà par Lendeng
- problèmes avec la fabrique de ciment SOCOCIM : déversement d'huiles nocives et expropriation car certains agriculteurs ont emprunté leur lopin de terre et d'autres sont propriétaires sans titres de propriétés
- manque de matériels agricoles : les exploitants ne disposent pas d'engins agricoles pour l'exploitation. Certains ne sont pas en mesure de louer un tracteur à **50.000 Fcfa/jour** pour labourer un lopin de terre ; Par conséquent ils mutualisent souvent leurs moyens pour la mise en œuvre de certains travaux qui nécessitent des immobilisations matérielles
- problèmes de semences et d'intrants agricoles : les maraîchers qui ne bénéficient d'aucune subvention, sont obligés de tout acheter, des semences aux insecticides et aux engrains quitte à s'endetter. Or, ces produits coûtent parfois très chers. Par exemple, le pot de semences de chou coûte **15.000 Fcfa** et ne peut couvrir qu'un demi-hectare de terre. Le sac d'engrais de 50 kilos varie entre **5.500 Fcfa** et **8.500 Fcfa**. Pour ce qui est des insecticides (Batic Tamaron) ils peuvent coûter jusqu'à **25.000 Fcfa** le litre ;
- problèmes d'écoulement et de commercialisation des produits : il n'existe pas de marchés ou autres hangars où les maraîchers de Lendeng peuvent stocker et exposer leurs produits aux potentiels acheteurs. La vente se passe difficilement et sans organisation. Les acheteurs viennent souvent individuellement et marchandent au gré des propositions. Parfois, ils utilisent le système de dépôt vente qui consiste à allouer une quantité de produit aux commerçants qui paient en retour après la vente de la marchandise ; avec bien sûr une possibilité de perte. A cela s'ajoute le fait que certains commerçants préfèrent acheter leurs produits dans la zone des Niayes (Keur Ndiaye Lô, Keur Abdou Ndoye...) car, même si ces produits ne résistent pas à une longue conservation, ils coûtent moins chers du fait que les maraîchers de cette zone ne payent pas l'eau ;
- problèmes d'approvisionnement en eau : un problème que partagent tous les maraîchers de Lendeng est bien celui de l'accès à l'eau. Les factures de la SDE sont élevées et sont mensuelles. Or, il s'avère impossible de faire une pépinière, de semer, de repiquer pour ensuite aboutir à la récolte en un mois. Face à cette situation, le palliatif que les maraîchers

ont trouvé, est de faire des emprunts aux caisses de crédits pour payer leurs factures. Ceux qui n'y arrivent pas se voient couper l'eau parfois à quelques semaines de la récolte, occasionnant ainsi de lourdes pertes.

Aviculture

Dans la commune d'arrondissement de Rufisque-Est, le secteur de l'élevage n'est pas très développé. Hormis quelques particuliers qui s'adonnent à un petit élevage d'ovins et de caprins parfois au sein même des concessions, on pourrait qualifier ce secteur de presque inexistant. Ceci est sans doute dû au manque d'espaces voués à l'élevage. Cependant, force est de constater que ces dernières années, le secteur de l'aviculture connaît un réel essor. En effet, de jeunes promoteurs investissent ce créneau et l'exploitent à fond. Il faut noter que cette activité est porteuse de beaucoup d'emplois pour les jeunes.

Ce faisant, elle se développe sous toutes ses formes, la plus connue étant l'aviculture familiale pratiquée dans la plupart des concessions. Toutefois, les jeunes et les femmes se heurtent à diverses difficultés résultant souvent de leur manque d'expérience et d'encadrement.

- taux de mortalité très élevé des poussins ;
- cherté des aliments de volailles ;
- manque d'espaces adéquats ;
- manque d'équipements ;
- manque de formation.



Source, enda rufisque, projet suxaat, 2012

Fort de ce constat et vu l'importance de ce créneau ainsi que tous les avantages qu'il porte, il serait plus judicieux de mieux l'organiser au profit des exploitants et des consommateurs.

Pêche

La mer est l'une des principales ressources de la population. Elle longe tout le département de Rufisque offrant des possibilités énormes aux populations. Le taux de consommation est très élevé avec une moyenne de 26 kg de poissons par tête et par an du fait que Rufisque est l'une des communes les plus servies en poisson. L'atout majeur de la commune d'arrondissement de Rufisque Est vient du fait qu'elle bénéficie non seulement d'une bande côtière assez importante, mais aussi qu'elle se compose pour la plupart de quartiers traditionnels de pêcheurs, constitués en majorité de lébous. Tous ces facteurs ont favorisé l'émergence et le développement d'une véritable chaîne de la filière poisson. Etant entendu que par chaîne on sous-entend tout le réseau d'activités qui gravite autour du poisson : de la prise à la consommation en passant par la transformation.

Comme dans la plupart des quartiers traditionnels, les **3/4** de la population s'adonnent aux activités liées à la pêche. Le nombre de pêcheurs pratiquants rien que pour le quartier de Thiawlène est de **272** personnes. Les mises à terre des produits halieutiques toutes espèces confondues (mériou jaune, mériou blanc, daurade, badèche, poulpe,...) avoisinent le **1 200 kg** par mois.

Tout ceci est rendu possible grâce au centre de débarquement de Ndéppé situé dans la zone avec un parc piroguier de plus de **250** pirogues.

Il existe une véritable filière du poisson qui emploie beaucoup de main d'œuvre. Cette chaîne débute avec les mareyeurs propriétaires de pirogues en passant par les pêcheurs (employeurs et employés), les gros acheteurs, les petits commerçants, les propriétaires de camions frigorifiques, les porteurs aux transformateurs pour enfin arriver aux consommateurs. Dans cette chaîne, l'aspect qui nous intéressera le plus, sera le processus de la transformation du poisson en produit séché et fumé à des fins de consommation et/ou commerciales.

La transformation des produits halieutiques est une activité très ancienne des communautés de pêcheurs à Rufisque. Elle est souvent le fait des femmes. Dans les temps, elles procédaient à la récupération du surplus de produit consommables (salé ou séché). Depuis, ce secteur a connu une réelle expansion et une évolution certaine.

La surexploitation du poisson peut conduire à la longue à la rareté du produit. Ce qui peut affecter l'activité et jouer sur les revenus des femmes.

Pour ce qui est du poisson fumé, les harengs sont utilisés. Le prix de la caisse peut varier de **1.000** à **10.000 FCFA** suivant la période et la rareté du produit. Pour transporter les caisses, les femmes font appel à des porteurs moyennant une certaine somme jusqu'au lieu de transformation communément appelé « Domine » (domaine) par les Lébous.

Sur place, la propriétaire de l'unité de séchage emploie des hommes payés à la tâche ou au mois pour assurer les opérations de manutention et les tâches lourdes. Elle passe à la transformation aidée des membres de la famille ou des employés. L'opération de transformation en poisson fumé consiste à étaler le poisson sur le sol, ensuite on le recouvre avec une épaisse couche de sciure de bois, suivie d'une autre couche de cartons avant d'y mettre le feu. Une fois la cuisson terminée, on enlève les écailles du poisson pour enfin le faire sécher au soleil, avec une forte couche de sel dessus pour mieux le conserver. Concernant le poisson séché, il faut d'abord l'éventrer, puis le nettoyer avant de l'étendre au soleil toujours avec une épaisse couche de sel. Le séchage accompli, le produit est prêt à la consommation et à la commercialisation.

Le matériel qui était utilisé pour la transformation est très rudimentaire et très coûteux. Le camion de sciure de bois peut à lui seul coûter entre **15.000** et **20.000 Fcfa**. L'opération de transformation admet beaucoup de dépenses en matériel et rémunération qui font que la rentabilité du produit fini par s'amoindrir considérablement. Parfois, elle accuse d'énormes pertes sans compter avec la concurrence des gros transformateurs qui disposent de matériels plus performants : fours, séchoirs, camions...

La création de mutuelles d'épargne et de crédit dans la zone Est, telles que : MECREST, MEC du plateau, MEC de Enda-Graf entre autres depuis 1996, fut une véritable bouffée d'oxygène à l'entreprenariat privée de la commune. Il existe aussi à côté de ces mutuelles, d'autres initiatives au niveau de quartiers qui bien prises en compte par la commune, contribueront de manière certaine au développement de la localité.

Avec une prédominance du petit commerce, ce secteur dit informel brille par son manque d'organisation. Cependant, force est de constater que ces dernières années, il y a eu un réel effort de structuration avec la création des groupements d'intérêt économique (GIE) et des groupements de promotion féminine (GPF)

A ces facteurs cités ci-dessus s'ajoutent le manque de structuration et d'organisation des groupements, l'insuffisance voire l'absence de formation technique qualifiante.

L'accès au financement constituait un frein pour les groupements.

Couture et habillement

A Rufisque, de plus en plus les femmes investissent le secteur de la coupe couture, broderie. La sérigraphie et le perlage viennent diversifier les activités. On note la présence de quelques unités et ateliers de confection. Cependant, compte tenu de la faiblesse des moyens matériels pour la production à grande échelle, l'offre reste largement insuffisante et non professionnalisée.



Source, enda rufisque, projet suxaat, 2012

L'approche ciblée c'est-à-dire la sollicitation des structures utilisant et mobilisant une importante ressource humaine n'est pas développée dans le secteur: les mairies, les industries locales, les hôtels et restaurants, les touristes ainsi que les individus expriment une forte demande. Le déficit de formation dans ce secteur constitue un défi à relever de même que l'organisation des acteurs de la filière et leur capacité managériale L'insertion des filles ayant acquis une formation au niveau des centres est une difficulté.

Céréales

Les études réalisées sur ce sous-secteur ont révélé des difficultés :

-L'existence d'un marché local à baisse consommation. -Une importante concurrence liée au manque de régulation du secteur où il existe beaucoup d'unités de transformation de céréales -Non exploitation du marché sous régional car il n'existe de politique d'exploration des pays qui entourent le Sénégal tels que la Gambie, le Mali etc. Absence de marketing autour des céréales locales par une stratégie de promotion des céréales à travers les radios communautaires, de démonstrations culinaires au niveau des hôtels, des écoles. Jusque-là les populations consomment plus les produits importés notamment le riz au détriment des produits locaux. Ceci du fait de la méconnaissance des vertus culinaires des céréales et la perte des habitudes alimentaires ancestrales.

-Equipement insuffisant pour la grande production. Les équipements existants sont soit obsolètes soit inopérants tels que des moulins en panne ou dont la capacité de production est limitée. Cout de production très élevé car s'il n'y a pas d'équipement les charges sont grandes : il faut transporter le produit, il faut payer le moulin pour brisure, faire beaucoup de jours pour le séchage du produit.

A cela s'ajoute le manque de fonds de roulement pour payer les intrants en grande quantité. Cette situation entraîne des ruptures de stock pendant une certaine période de l'année.

Manque d'encadrement technique des femmes surtout en matière d'hygiène, de qualité, de capacités managériales et d'organisation.



Source, enda rufisque, projet suxaat, 2012

Multiservices

Les activités les plus courantes tournent autour de la restauration, les garderies d'enfants, la vente de l'eau de sachets, la coiffure etc.

Elles restent caractérisées par leur aspect informel et ne bénéficiant pas d'appui des pouvoirs publics et des partenaires au développement.

Les revenus tirés de ces activités sont dérisoires et ne permettent pas à ceux qui l'exercent de s'épanouir convenablement.

Au vu de tout ce qui précède, il s'avère nécessaire que les autorités locales de la zone appuient ces organisations pour une plus rationalisation, régulation et assainissement de ces activités qui participent au développement du pays, l'autonomisation par un soutien à l'insertion socio-économique de ces femmes.

3.4.2.5 Rentabilité des activités mises en œuvre par les OCB

Quelques exemples ont été présentés, à titre d'illustration, à partir d'Etude de cas, la rentabilité des activités mises en œuvre par les OCB. Ceci permet de tirer les enseignements majeurs, décliner les orientations et les actions à mettre en œuvre, afin de mieux garantir le succès des activités

-GROUPEMENT BATA

Le programme a dans un premier temps doté le site d'un lot d'équipements pouvant améliorer le système d'exploitation et de transformation des produits. Ainsi 10 bacs de salage et 22 claies de séchage ont été mis à la disposition du groupement

Cette dotation a réellement eu un impact très positif sur le travail des femmes.

D'abord il a permis d'améliorer considérablement les conditions d'hygiène dans le processus de transformation du poisson, car au lieu d'exposer les poissons à même le sol pour les besoins du séchage avec tous les risques de contamination par les microbes, les femmes utilisent en lieu et place les claies de séchages très adaptés au séchage.

L'arrivée de nouvelles claies de séchage a aussi permis de débarrasser le site de transformation des débris de pneus de voitures usagées qui servaient de support pour les claies de séchage artisanales. Ces pneus constituaient un danger permanent car étant le refuge de serpents et autres reptiles mais aussi de potentiel foyer d'incendie.

Cette dynamique de renforcement des capacités de production et de productivité de ces femmes actrices de développement dans la filière pêche lancé par le projet a reçu un écho favorable auprès des autorités étatiques et locales ; la direction nationale des pêches a octroyé 44 claies de séchage. La commune d'arrondissement de Rufisque Est, partenaire du programme a prévu dans son budget 2011, un financement de 10 millions pour la construction de blocs sanitaires et l'adduction d'eau au niveau du site. Ces importants investissements viennent conforter les activités et l'esprit du projet qui mise sur le partenariat et la complémentarité des acteurs pour impulser le développement local

Le programme a ensuite appuyé les femmes avec un fonds de 3.000.000F Cfa pour leurs permettre d'avoir des ressources financières assez substantiels pour acheter de la matière première. Ainsi chaque femme d'un premier groupe de 67 a reçu un crédit initial de 45000f avec un taux d'intérêt de 10% et une échéance de 5 mois. Avec un taux de remboursement de 100% cette opération a généré 300000 f d'intérêt. Compte tenu de forte demande de financement, le GIE a procédé à un emprunt de 417000f et fait recours aux recettes de la location de leur magasin (65000f) pour augmenter le capital.

Ainsi à la deuxième opération de prêt le capital est passé à 3 782 000 F ainsi répartis entre 71 femmes :

- 60 femmes ont reçu chacune 60000f remboursable en 6 mois
- 2 femmes ont reçu chacune 50000f remboursable en 4 mois
- 9 femmes ont reçu chacune 15000f remboursable en 4 mois

A terme, le taux de remboursement a atteint 87%, en défaillant les montants de l'emprunt et la recette de la location, le GIE se retrouve avec la somme de 3 260 000 f, le montant des arriérés étant de 70 000 F.

La troisième opération a démarré avec un capital de 2 820 000f distribué à 47 femmes. Cette baisse est dû au fait que les femmes disposant d'arrières n'ont pas bénéficié de ce financement.

Ce système fonctionne correctement car le taux de remboursement atteint 98% sauf pendant les périodes de rareté du poisson (hivernage) ou le taux baisse à 80%. Cependant les femmes se rattrapent dès que les conditions deviennent favorables.

Quant à la rareté du poisson une solution est de procéder à la production de farine de poisson pendant les périodes de rareté. La farine de poisson devient un produit très rentable auquel les femmes devraient consacrer plus de temps surtout pour combler leurs déficits pendant les périodes de rareté du poisson. Ce produit qui entre dans la consommation du bétail est de plus en plus prisé par les éleveurs qui le découvrent que récemment.

La labellisation de ce produit est à la portée du groupement pour occuper le marché dès à présent. Ainsi faudrait-il confectionner des emballages aux couleurs du groupement et procéder à une large diffusion auprès des éleveurs. La mise à la disposition au groupement d'un moulin de farine de poisson permettrait d'enclencher le processus de labellisation. La mise en place d'une telle unité de production a nécessité un financement de 700000f comprenant machines et frais d'installation.

Grâce au programme d'autres acteurs ont osé intervenir dans le site notamment la Mairie de Rufisque Est par l'édification d'un édicule public, le service des pêches par la dotation d'un lot de claies de séchage et le groupe pétrolier EDK par l'octroi de claies de séchage et la construction de mini four pour braiser les poissons et magasin de stockage.

En outre , il y a lieu de noter l'amélioration de l'environnement juridique et organisationnel du groupement par un paquet d'activités relative aux formations en organisation et dynamique communautaire , financière qui permet aux femmes d'avoir des outils de gestion administrative(rôles et responsabilise, fonctionnement, planification...) et financière (cahier de caisse et de banque, des fiches de stocks, livre d'enregistrement des opérations financières) et spécifiques qui consiste à renforcer les capacités techniques des femmes en matière de transformation telles que l'hygiène, la sécurité, la qualité, et en aménagement qui a permis l'obtention de l'assurance FRA qui est une autorisation délivrée par le Ministère du commerce et qui certifie la qualité du produit. Grace au programme tous ces plus valus ont été apportés.

Tout ce paquet intégré de service de qualité a permis une amélioration substantielle des revenus des femmes, et leur intégration dans la filière c'est-à-dire le cadre de concertation mis en œuvre avec l'appui de l'équipe locale du projet CIDEAL. Ce dernier qui joue le rôle de régulation pour la fixation des prix, et la participation à l'élaboration des politiques publiques locales de pêche regroupe les représentants des pouvoirs publics, les intermédiaires, les femmes transformatrices et les micro mareyeuses, les mareyeurs etc.

L'amélioration des revenus et des moyens de production des femmes transformatrices a permis d'augmenter le nombre de femmes et jeunes employés quotidiennement dans les espaces de production.

Raffermissement des liens de solidarité entre les membres à travers les cotisations et les tontines pour favoriser l'épargne locale.

Développement personnel chez certains membres qui émergent comme des leaders et ont acquis une certaine expérience dans la négociation et recherche de partenaires, l'investissement dans des créneaux porteurs.

CHARGES

Achat de 20 caisses : $1.500 \text{ F} \times 20 = 30.000 \text{ F}$

Transport des caisses = 4.000 F

Achat combustible = 8.400 F

Transport du combustible = 1.200 F

Frais de décorticage = 5.000 F.

Autres frais = 2.000 F

Total Charges = 50. 600 F

Bénéfice = 24.400 F

Ce scénario permettrait aux femmes transformatrices de gagner 24.400 F, en moyenne par jour, si le prix du kilo de poisson braisé et séché était fixé à 400 F et la caisse de poisson achetée à 1.500 F. Il faut préciser que certaines des transformatrices ont la capacité de traiter 100 caisses de sardinelles par jour. Le grand défi et le challenge que les transformatrices veulent relever est de ne plus accepter les préfinancements des intermédiaires, qui ne tiennent pas compte des variations du coût des caisses de sardinelles et d'arriver à imposer une hausse de 100 F.CFA sur le prix du poisson braisé et séché (Kéthiakh) qui devra passer de 350 à 400 F.CFA, le kilo.

GROUPEMENT Les restauratrices : un exemple dans les centrales d'achat

La centrale d'achat génère après recouvrement pour chaque opération en l'espace de 15jour une valeur de 200 000 FCFA de bénéfices collectifs sans compter les bénéfices des membres individuellement pris dans leur gargote.

La centrale a renforcé les capacités de vente journalière des gargotes puisque les ouvriers de la SOCOCIM principaux clients des femmes ne payaient qu'à la fin du mois. Ce qui posait un problème dans l'approvisionnement et l'achat des denrées comme le riz, l'huile

En plus des revenus générés, les membres ont acquis certes des capacités en organisation et dynamique communautaire lesquelles ont permis de structurer le groupement et de fédérer les synergies grâce à l'appui – conseil des membres de l'équipe du projet.

APRAO ET SYNERGIE (CEREALES LOCALES) :

La contrainte majeure de APRAO était liée aux manques d'équipement (moulin à mil, décortiqueuse, émetteur, tables de séchage, terme soudeuse etc....) et du petit matériel (nattes, bassine, seau, chaises, fourneau à gaz, moulin pour gingembre...etc.) ; les femmes faisaient des km ou louent des charrettes pour aller décortiquer et moudre les intrants. Un travail très pénible avec une rentabilité en rendement très faible.

C'est ainsi une subvention de 5.600.000F CFA a été accordée au groupement pour l'achat d'équipements et d'intrants mais également pour le renforcement des capacités en technique de transformation des céréales.

Cet appui a permis aux femmes de diminuer les charges liées à la production, des heures de travail et d'augmenter la productivité. Avec la formation qu'elles ont reçue avec l'institut technologie alimentaire, les femmes d'APRAO assurent à leurs clients la qualité et l'hygiène des produits. Du point de vue organisationnel une avancée a été notée : quatre groupes de production sont mise en place, une commission de vente et une commission d'achat également pour qu'il y'un travail de chaîne

Pour l'année 2012, APRAO est dans une bonne dynamique de consolidation des acquis notamment en terme de débouchées avec ses principaux clients que sont SENITALIA, L'Armée. L'OCB est parvenue à décrocher des commandes de couscous 600 kg de la part de l'armée. Mieux, elle a livré en septembre 2010 une commande de 7,2 tonnes de couscous pour son partenaire basé en Europe SENTALIA. Cette commande payable après écoulement sur le marché européen devra permettre de réaliser un chiffre d'affaire de 4 500 000 FCFA soit un bénéfice de 3650000 FCFA.

Signalons que la commande initiale était 10 tonnes dont 500 kg devrait être accordé en soustraitance à GOORGORLU. Mais compte tenu des conditions très difficiles de travail dues à l'hivernage qui réduit le nombre de jours de travail et le manque de machine séchoir, le groupement n'a pu produire que 7,200 tonnes de couscous. Ainsi la somme de 1000000FCFA qui a été accordée à APRAO pour l'achat d'intrants, 850 000 f ont été effectivement dépensées à cet effet. Les 150000 FCFA restant ont servi à satisfaire la demande locale. En effet la commande de l'armée étant payable à un ou deux mois après livraison et mobilisant toutes les ressources disponibles, l'OCB manquait souvent de ressources pour satisfaire une partie du marché local.

Nonobstant la commande de SENITALIA, APRAO réalise un chiffre d'affaire assez satisfaisant. En effet durant le deuxième semestre de l'année le chiffre d'affaire s'est élevé à 16 169 650 F dont 5 040 000 F issus de la commande de SENTALIA à encaisser. Par ailleurs 1 067 500 F ont servi de rémunération pour les femmes ayant participé à la production. APRAO est ainsi devenu un employeur très sollicitée par les femmes.

Par ailleurs notons qu'au cours de l'exploitation, APRAO a eu recours à des prêts évalués à 989 625 F. cette dette est aujourd'hui entièrement remboursée.

Le compte d'exploitation reconstitué se présente comme suit : Pour mieux faire bénéficier les résultats du projet à chaque membre, l'OCB a mis en place un crédit revolving dont le montant initial est de 150 000f.

Dépenses d'exploitation	8 826 863
Mil	2 465 600
Mais	2 789 600
Motivation	1 067 500
Electricité	157 360
Sachets	760 500
Transport	131 500
Gaz	341 000
Eau	37 803
Sucre	24 000
Lalo	1 052 000
Recettes d'exploitation	16 169 650
Résultat	7 342 787

En termes de quantité de céréale produite, APRAO a nettement amélioré sa production. En effet celle-ci est passée de 1504 kg en 2009 à 4309,5kg en 2010, compte non tenue de la commande 7200kg de SENTALIAAL

D'autres performances ont été identifiées pour mesurer l'impact socioéconomique du projet CIDEAL sur l'OCB APRAO.

- Capacitation des membres de L'OCB en techniques de transformation et conservations des céréales locales, sur la qualité, la maintenance des machines avec l'Institut de Technologie Alimentaire (ITA) agence de l'Etat du Sénégal spécialisée dans le transfert de technologie, la recherche, la formation et le contrôle de qualité.
- La collaboration avec L'ITA a permis de mieux crédibiliser l'unité et renforcé la qualité et l'emballage des produits , des productions.
- Plus d'une dizaine de femmes sont employées dans l'unité suivant les commandes.
- Acquisition d'équipements adaptés et performants (moulins à mil, broyeurs, cuiseurs, tables de séchage, machines d'emballages etc.) lesquels ont permis de soulager les femmes des travaux pénibles, de réduire le cout de la production.
- L'obtention du FRA, des attestations et reconnaissance des agences de contrôle de qualité (service d'hygiène, ITA)
- Emergence d'un leadership féminin fort (accès à la direction des fédérations de mouvements de femmes tels que SUXAAT, inscription sur les listes des candidats à la députation)
- Conquête et découverte d'un marché local et international important avec l'agence SENITALIA, l'armée etc.

GROUPEMENT SYNERGIE

Synergie Femmes très active dans les céréales, la transformation des fruits et légumes en collaboration avec SYNERGIE Nationale a satisfait une commande de la France en avril 2012 de 03 Tonnes en couscous et ARRAW d'une valeur de 400000 FCFA. Après les charges elles ont obtenu un bénéfice pour le compte du groupement de 150000 FCFA.

La dotation en séchoir et moulins à mil, l'appui en fonds de roulement pour les intrants et emballage sur place a renforcé les capacités de production et a permis d'obtenir un gain de temps ainsi que la baisse du cout de production. En l'espace de deux jours une commande de 50kg de SANKAL et 32 bouteilles de jus de fruits pour une valeur de 200000 FCFA à destination de la Mauritanie a pu être satisfaite les 18 et 19 juillet 2012.

-Acquisition d'une unité fonctionnelle et moderne de transformation de céréales locales. - Augmentation des capacités de production qui sont passées de 100 KG à 03 tonnes, de commercialisation, d'approvisionnement

-Introduction de technologies innovantes comme le séchoir, les emballages qui sont appropriées par les femmes permettant un gain de temps et baisse des couts de production.

-Création de deux emplois directs et 20 femmes organisées en commission de travail sont rémunérées par l'unité

Denrées	Maturité
Choux	3 mois
Carottes	3 mois
Nave	2 mois
Salade	2 mois
Piment	3 mois
Aubergine	2 mois
Betterave	2 mois
Tomate	2 mois
Persil	2 mois
Concombre	1 mois
Oignions	3 mois

Tableau 5, source enda rufisque, projet suxaat

GROUPEMENT Sope Ndioro : Les femmes Maraîchères de Lendeng

Le groupement des femmes maraîchères de Lendeng, composé d'une trentaine de femmes, développent leur activité autour du Maraîchage et du petit commerce. Ainsi une dizaine d'entre elles disposent de périmètres maraîchers (1 hectare) qu'elles exploitent alors que les autres s'activent soit dans la commercialisation de la production dans les marchés quotidiens de Dakar, soit dans le commerce de produits divers.

Les principales denrées produites par les maraîchères sont :

Depuis des décennies, les maraîchères sont confrontées à un manque de moyens pour méthodes et techniques culturelles, alors que les femmes évoluant dans la commercialisation sont d'une capacité financière très limité pour rentabiliser l'activité.

Apport du programme, rentabilité de l'activité économique et impacts

L'appui du projet a consisté dans un premier temps à former les exploitants aux techniques culturales. Au terme de cette formation les maraîchères ont acquis des connaissances pour une utilisation efficiente des pesticides, des semis en biais, etc....

En outre, la mise en œuvre des techniques de compostage a beaucoup contribué à améliorer la qualité et l'hygiène des produits tel que le choux, la betterave, la salade, la carotte.

Le suivi technique assuré sur le terrain a permis de constater de visu que les méthodes culturales se sont améliorées avec l'utilisation très faible de produits phytosanitaires. Il a été également noté un accroissement de 40% des rendements agricoles. Des économies substantielles sont réalisées à l'achat des pesticides et des engrains.

Après la phase de renforcement des capacités, le projet a accordé une subvention de 2 600 000 F aux deux groupes : Le groupe faisant le petit commerce au nombre de 22 a reçu 1 100 000 F et chaque membre a obtenu 50 000 f dans le premier cycle remboursable au bout de 6 mois avec un taux d'intérêt de 10%. Au deuxième cycle, le crédit est porté à 55 000 f. Ce groupe est très régulier dans le remboursement, le taux atteint 100% à chaque échéance.

L'autre groupe composé des maraîchers a reçu 1 500 000 F pour l'achat de semence, chaque exploitante ayant reçu 150 000 F est soumise aux mêmes conditions de paiement que les femmes de l'autre groupe. Le taux de remboursement est assez satisfaisant ; pour le second cycle par exemple, sur 10 maraîchers seul 3 sont en retard de paiement. Ce retard s'explique par le fait que la date de paiement ne coïncide pas à la période de commercialisation. Ainsi le retard se rattrape dès la campagne de commercialisation suivante.

En 2011 une rallonge de 1000000 FCFA a permis de renforcer l'achat en grande quantité de semences.

D'après les exploitantes sur les 10 femmes qui s'activent dans le maraîchage appuyées par programme le résultat net de leurs bénéfices après les charges varient entre 500000 à 1000000 FCFA par culture.

GROUPEMENT Aida Couture : couture, confection, sérigraphie, mercerie

Le Projet consiste à appuyer et à équiper les ateliers dont les activités tournent autour de :

- La confection de chaussures,
- Le perlage,
- L'habillement,
- La sérigraphie,
- Le batik,
- La broderie à la main et la broderie à la machine,

Etat d'exécution

A ce jour sur un budget de 3492332 F, 94% ont été mobilisé pour les besoins suivant :

- Mercerie
- avance un mois de loyer
- Matériel sérigraphie
- Equipment

- Matériel perlage
- petit matériel

Fond de roulement La Mercerie fonctionne correctement et le centre a entamé la production. En une année, ils ont fait un bénéfice après charge de 1500 000 sur un capital initial de 500 000 FCFA que le programme a appuyé en 2010 pour le compte de la mercerie seulement.

Conclusion(s)

Aujourd’hui, le concept de développement durable orne tous les discours...sans qu’il soit réellement adopté par ses griots.

Le constat est qu’après environ trois décennies d’expérimentation, les projets de développement durables se heurtent à une multitude d’obstacles, liés le plus souvent aux facteurs suivants:

- Lourdeur administrative au sein des organismes de développement;
- Rigidité du système financier ;
- Méthodes figés et obsolètes ;
- Manque de transparence ;
- Insuffisance de réflexion et de recherche;
- Non vulgarisation de l’information spécialisées et scientifique,
- Non emploi des méthodes modernes de communication;
- Mauvaise utilisations et gestion des ressources financières et humaines ;
- Concurrence ;
- Etc.

Pour rappel, l’expression « **Développement Durable** », qui s’est répandue dans le monde, à partir des années 80, pourrait être définie comme étant « **Un Développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs** ».

Par conséquent, cette conception du développement doit répondre à trois soucis de taille qui sont :

- La « dimension intergénérationnelle » ;
- Les « besoins futurs » ;
- Le « mode de développement actuel ».

D'où les trois piliers qu'engage cette définition :

- Le pilier environnemental (viabilité) ;
- Le pilier social (équité) ;
- Le pilier économique (efficacité).

Nous concernant, nous avons la ferme conviction que le développement durable ne doit pas être figé, bien au contraire, il faut impérativement qu'il s'adapte aux différentes conjonctures mondiales et temporelles. Grosso modo, il faut qu'il parvienne constamment à se régénérer, en se renouvelant.

Par conséquent cette étude nous a permis de voir les efforts énormes que l'ONG enda écopole déploie sur le terrain au plus près des pauvres pour leur sortir de l'ornière des battus d'avance.

Mais les effets tardent à se faire sentir sur les conditions de vie socio-économique des populations de Colobane contrairement aux femmes de Rufisque qui sont vraiment sur la piste de l'émergence et du développement durable.

Suggestion(s) et perspectives :

A l'image du constat, **L'ALTERNATIVE** est :

Primo, il faudra redonner aux programmes/projets une meilleure image, les organiser, les cadrer et leur octroyer une nouvelle dimension humaine, en les orientant vers la durabilité.

Cela implique qu'il va falloir redéfinir les projets, les situer dans les réalités des terroirs et trouver l'articulation adéquate avec le Développement Durable.

Ainsi, toute action ponctuelle ou d'urgence doit se transformer en action durable et donc, beaucoup plus profitable à la société et au pays.

Secundo, il faudra repenser le développement durable. Cela signifie qu'il va falloir révolutionner cette théorie sur la forme et le Fond.

Ces recommandations suivantes sont formulées :

Des ressources financières suffisantes pour booster le développement durable

Cette insuffisance de ressources financières est à l'origine de la plupart des difficultés matérielles que connaissent les populations (locaux insuffisants pour enseigner, pénurie d'équipements et de matériels, etc).

Nécessité d'une formation et d'un accompagnement accrus

C'était là l'une des priorités formulées par la plupart des personnes enquêtées. Aussi conviendrait-il d'organiser davantage de sessions de formation et de renforcement, notamment dans le domaine des filières porteuses (surtout pour Colobane).

Des actions de plaidoyer en faveur des femmes et jeunes

Il s'agit de mieux faire connaître la contribution importante et originale de ces initiatives communautaires pour promouvoir un développement à la base pour tous. Ces actions de plaidoyer sont nécessaires aussi bien en direction de l'opinion publique et de l'Etat que vers les différents organismes de développement.

Références bibliographiques et wébographie:

- La base de données sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)
- Document de Stratégies de Réduction de la Pauvreté (DSRP 2^{ème} phase) ;
- Document de Politique Générale de ENDA (juillet 2010)
- Ecopole, recherche action sur la problématique de la lutte contre la pauvreté (Capitalisation d'un itinéraire) Enda janvier 2010 équipe Ecopole ; jean Pierre Périer ;) 1^{ère} partie et 2^{ème} partie ;
- Note d'orientation sur les journées de concertations entre Enda Ecopole Ouest Africaine les partenaires populations/groupes de base (document technique interne, version amendée, juillet 2010) ;
- Ecopole à l'épreuve des mutations, janvier 2009
- Présentation des axes stratégiques de l'entité ENDA ECOPOLE (Septembre 2004)
- Document de capitalisation projet suxaat de Rufisque Est (Août 2012)
- Livre de François partant, fin du développement, naissance d'une alternative (paris, 1982)
- ENDA ECOPOLE – Etat des lieux Initiatives Populaires, D'éducation : Cas des « Formations Coin de Rue » de Dakar et Banlieue-Mars 2003, 90 pages –
- Rapport d'Enda Tm 2011, (50 pages)
- site web, Peace Research Institute

ANNEXE : Guided d'entretien

Guide d'entretien 1 destiné à l'ONG Enda Ecopole

- 1 Historique de enda écopole
- 2 Pouvez-vous nous lister les Programmes/Projets de enda dans les 10 dernières années
- 3 Axes stratégiques de enda écopole pour lutter contre la pauvreté dans les quartiers et communes d'arrondissement
- 4 Quel profil de ressources humaines pour mener cette mission de enda d'accompagner les populations
- 5 Quels sont les différents partenaires dans les 10 dernières années
- 6 Quelles les forces de enda écopole
- 7 Quelles sont les faiblesses et limites que enda rencontre dans la mise en œuvre des programmes et projets
- 8 Qu'est-ce qui différencie votre ONG enda écopole des autres ONG qui luttent contre la pauvreté
- 9 Quelle collaboration entretenez-vous avec les structures Etatiques

Guide d'entretien 2 destiné aux programmes/projets des quartiers

Nom du quartier ou de l'organisation:

1. Historique du quartier ou de l'organisation (les 3 moments forts) :

.....

.....

2. Quand et Comment enda écopole est venu dans ce quartier ou auprès de votre organisation

3. Quels sont les programmes/projets que enda écopole a réalisés dans le quartier/organisation

4. Ces programmes/projets ont-ils répondu aux attentes des populations

5. Quelles difficultés/faiblesses rencontrent aujourd'hui ces programmes-projets

6. Quelles leçons tirez-vous de l'accompagnement d'enda

7. Comment voyez aujourd'hui le développement durable

8. Quelle est la nature de vos alliances ou partenariats avec :

- l'Etat :
- les collectivités locales,
- autres partenaires au développement

9. Quelles sont les priorités actuelles du quartier ou de l'organisation pour sortir de la pauvreté

Résumé du Mémoire

L'enjeu de ce mémoire réside dans la contribution qu'offre l'intervention des ONG, en l'occurrence Enda Ecopole dans la lutte contre la pauvreté dans les quartiers urbains et périurbains de Dakar.

Des problèmes suscités se présentent avec beaucoup plus d'acuité dans ces quartiers habités en majorité par des personnes issues de l'exode rural aux conditions de vie souvent précaires.

La pauvreté se manifeste à tous les égards tant du point de vue du cadre de vie que de habitat, du niveau de revenu, faiblesse du niveau d'éducation et de leur situation sanitaire, etc.

Ainsi on assiste à un désengagement de l'Etat à travers ces structures décentralisées dans ces zones. Cette situation a favorisé l'émergence des structures au développement intervenant dans le domaine de la lutte contre la pauvreté.

C'est dans ce cadre qu'Enda Ecopole pour atteindre ses objectifs et la réalisation de ses buts intervient principalement à travers une stratégie prospective de lutte contre la pauvreté et d'impulsion des dynamiques locales. Ecopole se situe en amont d'un réseau d'activités de formation. Ces actions s'appuient essentiellement sur les initiatives, les moyens d'action et de décision, dans le cadre de l'élaboration de démarches reproductives joignant action, recherche, formation et communication.

Toutefois notre étude s'est reposée sur des entretiens auprès des populations et structures existantes dans les quartiers pour mesurer le niveau de pauvreté de la population d'une manière générale, procéder à leur analyse en mesurant l'efficacité des interventions des ONG.

Les résultats de cette étude ont montré que ces cibles bénéficiaires des programmes et projets d'Ecopole sont entravés par un manque d'organisation et stratégie des populations.

Ce manque d'organisation et stratégie de sortie de crise de la population se manifeste principalement par l'absence de cadre opérationnel efficace post-projets et la faiblesse en dotation d'infrastructures et d'équipement pour pérenniser les actions.

C'est dans ce contexte que nous avons proposé la mise sur pied d'une organisation communautaire avec un modèle d'organigramme adapté aux réalités du milieu et des stratégies multidimensionnelles de sortie de crise.